

**DECISION N°079/2023/ARCOP/CRD/DEF DU 06 DECEMBRE 2023
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES SUR LA SAISINE DE L'HOPITAL REGIONAL DE MATAM (HRM)
DEMANDANT L'AUTORISATION DE PROCEDER A L'IMMATRICULATION DU
MARCHE RELATIF AUX SERVICES DE GARDIENNAGE DES LOCAUX, SUITE A
L'AVIS NEGATIF DU SERVICE DE LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES
PUBLICS POLE DE SAINT LOUIS (SRMPPS)**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n° 2022-07 du 19 avril 2022, modifiant la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée ;

VU le décret n° 2022-2295 du 28 décembre 2022 portant Code des marchés publics ;

VU le décret n° 2023-832 du 05 avril 2023 fixant les règles d'organisation e de fonctionnement de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique (ARCOP) notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2023-833 du 05 avril 2023 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARCOP ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n° 09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n° 0002 portant élection des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARCOP ;

VU la saisine de l'Hôpital Régional de Matam reçu le 07 novembre 2023 ;

Monsieur El hadji DIAGNE Commissaire aux enquêtes, entendu en son rapport ;

En présence, de messieurs Alioune NDIAYE assurant l'interim du president absent , Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De madame Khadijetou DIA LY Directrice des Ressources Humaines et de l'Administration générale assurant l'intérim du Directeur Général de l'ARCOP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ; Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte le présent avis.

Par courrier reçu le 07 novembre 2023 et enregistré au secrétariat du CRD sous le numéro 225/CRD, l'Hôpital Régional de Matam (HRM) a saisi le CRD d'une demande d'autorisation d'immatriculer le marché relatif aux services de gardiennage de ses locaux, suite à l'avis négatif du service régional de la Direction centrale des Marchés publics pôle de Saint- Louis (SRMPPS).

SUR LA RECEVABILITE

Considérant que la saisine du CRD par l'Hôpital Régional de Matam (HRM) fait suite à l'avis négatif rendu par le SRMPPS par lettre n° 00832/MFB/DCMP/SRMPPS/O94 du 22 septembre 2023 ;

Considérant que le décret n° 2023-832 du 05 avril 2023 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'ARCOP, en son article 22, donne compétence à la Commission Litiges du Comité de Règlement des Différends pour statuer sur les saisines relatives aux litiges opposant les organes de l'Administration intervenant dans le cadre de la procédure de passation ou d'exécution des marchés publics ;

Considérant que le présent litige oppose l'Hôpital Régional de Matam (HRM), en sa qualité d'autorité contractante à la DCMP organe chargé du contrôle a priori de la passation des marchés publics ;

Considérant que le Code des Marchés publics ne fixe pas, dans ce cas de figure, un délai de saisine du CRD ;

Qu'il y a lieu de déclarer la saisine de l'Hôpital Régional de Matam (HRM) recevable, par application de l'article 22 du décret n° 2023-832 du 05 avril 2023 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'ARCOP.

LES FAITS ET MOYENS A L'APPUI DE LA DEMANDE

L'Hôpital Régional de Matam (HRM) avait lancé une procédure de demande de renseignements et de prix à compétition ouverte portant sur le gardiennage des locaux de l'hôpital .

Après ouverture et évaluation des offres ,l'HRM a attribué le marché à l'entreprise PELLITAL pour un montant de onze millions cent quatre vingt dix neuf mille huit cent quarante (11 199 840) francs CFA TTC.

Il déclare après avoir souscrit les contrats avec l'attributaire, il les a transmis au service de la DCMP pôle de Saint -Louis pour immatriculation.

Il précise également que la DCMP par courrier en date du 22 septembre 2023 DCMP informait ne pas pouvoir procéder à l'immatriculation du marché du fait que la procédure comporte beaucoup de manquements.

En ce qui concerne la date d'ouverture des plis, le HRM informe que dans l'avis publié dans l'observateur du 09 juin 2023, l'ouverture était prévue le 22 juin que cependant elle n'a eu lieu que le 06 juillet 2023. Il explique que ce report est du au fait que l'avis devant être publié le 07 juin, ne l'a été que le 09 juin ce qui a eu comme conséquence le non respect du délai de préparation de 15 jours requis par la réglementation.

Pour corriger ce manquement il a procédé au report de la date de dépôt des offres au 06 juillet 2023 sans faire de publication mais en transmettant l'additif aux candidats ayant retiré le dossier.

Que ce défaut de publication est du fait de la méconnaissance de la règle qui consiste à publier l'avis rectificatif dans les mêmes conditions que l'avis d'appel d'offres.

LES MOTIFS DONNES PAR LA DCMP

L'organe chargé du contrôle a priori relève que suivant la copie de l'insertion publicitaire, l'ouverture des plis devrait se tenir le 22 juin 2022 tandis l'exploitation du pv d'ouverture révèle qu'elle s'est déroulée le 06 juillet 2023 et qu'aucun avis de report n'a été transmission avec la liasse.

Qu'en plus l'ouverture des plis s'étant tenue le 06 juillet 2023, les contrats sont souscrits le 07 juillet en violation de la réglementation qui prévoit la notification aux soumissionnaires , la publication de l'avis d'attribution provisoire et l'observation d'un délai de grâce pour permettre aux soumissionnaires d'exercer leur droit de recours.

Elle soutient que le non respect de toutes ces formalités entraine l'irrégularité de la procédure et par conséquent en application de l'article 86 du CMP elle ne peut procéder à l'immatriculation des contrats.

L'OBJET DE LA DEMANDE

Il résulte de la saisine et des faits qui la sous-tendent que la demande porte sur l'autorisation d'immatriculer le marché de gardiennage de ses locaux, suite à l'avis négatif du service régional de la Direction centrale des Marchés publics pôle de Saint Louis (SRMPPS).

EXAMEN DE LA DEMANDE

Considérant que l'article 86 du Code des marchés Publics dispose que les marchés régulièrement conclus, y compris ceux passés par DRPCO sont transmis à l'organe en charge du contrôle des marchés publics pour immatriculation avant leur notification à l'attributaire par l'autorité contractante ;

Considérant que l'article 5 de l'arrêté n° 007118 du 23 mars 2023 relatif aux modalités de mise en œuvre des demandes de renseignements et de prix prévoit que lorsque une autorité contractante opte pour la procédure de la demande de renseignements et de prix à compétition ouverte concernant les marchés de travaux , fournitures et services courants , lance un avis d'appel public à concurrence avec un délai minimum de dépôt des offres de quinze (15) jours calendaires à compter de la publication de l'avis ;

Considérant qu'il ressort de l'instruction que l'Hôpital Régional de Matam pour recruter un prestataire en charge du gardiennage de ses locaux a opté pour la procédure de demande de renseignement et de prix à compétition ouverte ;

Qu' a cet effet , il a lancé un avis d'appel public à concurrence dans la parution du journal « l'Observateur du 09 juin 2023 et la date limite de dépôt des offres était prévue pour le 22 juin 2023 ;

Considérant que l'autorité contractante en constatant que le délai minimum de quinze jours n' a pas été observé ,a procédé au report de l'ouverture des offres jusqu' au 06 juillet 2023 ;

Considérant que l'avis de report n'a pas fait l'objet d'une publication comme l'exige la clause 7.1 des IC du dossier d'appel à concurrence transmis aux candidats ;

Que l'AC s'est contentée de transmettre l'additif aux candidats qui avaient retiré le dossier mais sans indiquer la date certaine à laquelle cet additif a été reçu par ces derniers ;

Que la DCMP a raison de dire que la réglementation n'a pas été respectée sur ce point ;

Considérant en outre, que l'article 5 de l'arrêté sus visé dispose que la commission des marchés procède à l'évaluation dans un délai de sept jours à compter de la date d'ouverture des prix et propose à l'autorité contractante l'attribution du marché au candidat ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante et qui réunit les critères de qualification ;

Que dès que cette proposition est approuvée par l'AC, elle publie un avis d'attribution provisoire et informe les autres candidats du rejet de leurs offres ;

Considérant que l'instruction a révélé que l'HRM a ouvert les offres et attribué le marché le 06 juillet 2023 qui correspondait à la date limite de dépôt des offres ;

Considérant que l'HRM a joint dans sa demande des contrats souscrits le 07 juillet 2023 le lendemain de l'évaluation ;

Que l'autorité contractante a confirmé qu'elle n'a pas procédé à la publication de l'attribution provisoire du fait de sa méconnaissance de la réglementation ;

Considérant par ailleurs que la lettre de notification contenue dans les contrats est datée du 17 juillet donc postérieure à la date de souscription des contrats ;

Que c'est à bon droit que la DCMP a refusé d'immatriculer les contrats pour défaut de publication de l'attribution provisoire ;

Considérant que l'article 24 du code des obligations de l'Administration dispose en son dernier alinéa que le non respect des formalités de publicité prescrites entraîne la nullité de la procédure ou du marché passé ;

Qu'il y'a lieu de ne pas autoriser l'immatriculation, d'ordonner l'annulation et la relance de la procédure ;

Considérant toutefois, qu'il ressort de l'instruction que toutes les offres reçues sont en deçà du seuil limite de la demande de renseignements et de prix à compétition restreinte (DRPCR) ;

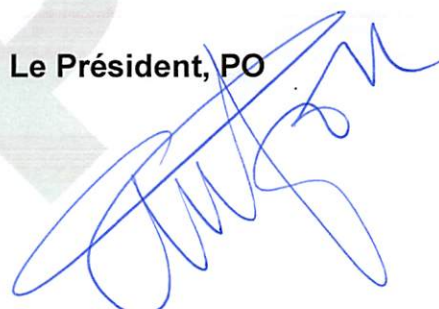
Que pour disposer d'un service de gardiennage dans un délai acceptable, le CRD autorise l'HRM de relancer la procédure sous la forme d'une DRPCR ;

PAR CES MOTIFS :

- 1) Déclare recevable la saisine de l'Hôpital Régional de Matam (HRM) ;
- 2) Constate que l'autorité contractante a lancé un avis d'appel à concurrence le 09 juin 2023 pour le recruter d'un prestataire en charge du gardiennage sous
- 3) la forme d'une demande de renseignement et de prix à compétition ouverte et fixé la date limite de dépôt des offres au 22 juin 2023 ;
- 4) Constate que le délai minimal de 15 jours de préparation exigé par l'article 5 de l'arrêté n°007118 du 23 mars 2023 n'a pas été observé ;
- 5) Constate que l'autorité contractante a pris un additif pour reporter la date limite jusqu'au 06 juillet 2023 sans procéder à la publication ;
- 6) Constate qu'elle a transmis l'additif aux candidats qui avait retiré le dossier sans apporter la preuve de la date à laquelle ces derniers ont reçu l'additif ;
- 7) Dit que dans ces conditions, la réglementation n'a pas été respectée;
- 8) Constate que l' HRM a ouvert les offres le 06 juillet 2023 et attribué le même jour et les contrats sont souscrits le 07 juillet 2023 ;
- 9) Constate que l'article 5 de l'arrêté n°007118 du 23 mars 2023 prévoit la publication de l'avis d'attribution provisoire dès que la décision d'attribution est approuvée par l'autorité ;
- 10) Constate que l'avis d' attribution provisoire n' a pas été publiée ;
- 11) Constate que l'article 24 du COA dispose que le non respect des formalités de publicité prescrites entraine la nullité de la procédure de passation ou du marché ;
- 12) Dit qu'au regard de ces manquements c'est à juste raison que la DCMP a refusé d'immatriculer le marché;
- 13) Dit ne pas pouvoir autoriser l'immatriculation du marché, ordonne l'annulation de la procédure et sa relance;

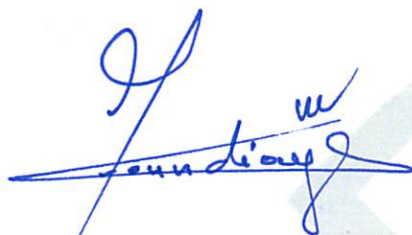
- 14) Constate toutefois, que toutes offres reçues sont en deçà du seuil limite d'une demande de renseignement et de prix à compétition restreinte ;
- 15) Autorise l'HRM à relancer le marché par la procédure de demande de renseignements et de prix à compétition restreinte ;
- 16) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics est chargé de notifier à l'Hôpital Régional de Matam (HRM) et à la Direction centrale des Marchés publics le présent avis qui sera publié sur le site des marchés publics.

Le Président, PO



Alioune NDIAYE

Les membres du CRD



Moundiaïe CISSE



Mbareck DIOP

Pour le Directeur général,
Rapporteur

Khadijetou DIA LY



Handwritten notes on the left side of the page, possibly a list or a set of instructions, though the text is too faint to transcribe accurately.

Handwritten signature or initials in the lower left quadrant.

Handwritten signature or initials in the lower right quadrant, appearing to be 'J. Smith' or similar.

